



La Suisse à la veille de décisions importantes dans les politiques européenne, fiscale et d'infrastructure

Lors de la conférence de presse annuelle d'economiesuisse à Berne, Heinz Karrer, son président, a brossé un tableau des priorités politiques de la Fédération des entreprises suisses pour ces prochains mois. Celles-ci comprennent la mise en œuvre de la réforme de l'imposition des entreprises III, une stratégie énergétique 2050 favorable aux entreprises ainsi que le maintien des accords bilatéraux avec l'UE. economiesuisse a en outre présenté son nouveau rapport sur les infrastructures qui recommande d'intensifier la concurrence et de lever le voile sur les véritables coûts dans les transports, les services postaux et les télécommunications.

Malgré le franc fort et les turbulences politiques en Europe, Heinz Karrer, président d'economiesuisse, a tiré un bilan positif des douze derniers mois. L'économie suisse n'a certes pas encore totalement surmonté le choc causé par l'appréciation soudaine du franc, mais elle a relevé le défi avec détermination, et a sensiblement amélioré sa compétitivité. Pour l'organisation, 2015 a été une bonne année, en particulier sur le plan des campagnes politiques : les votations sur l'initiative « Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie » et sur celle pour un impôt sur les successions se sont soldées par un résultat clairement positif pour l'économie.

Heinz Karrer a cependant aussi signalé que le Parlement et le souverain seront amenés à prendre des décisions importantes ces prochains mois. S'agissant de la

« stratégie énergétique 2050 », il a appelé les Chambres fédérales à éviter d'alourdir excessivement les charges des entreprises productrices. Heinz Karrer a par ailleurs souligné qu'« aux yeux de la fédération, la réforme de l'imposition des entreprises III est indispensable pour la place économique suisse ». Il s'agit avant tout de maintenir la compétitivité de la Suisse dans son ensemble – et non d'accorder de nouveaux privilèges à certains groupes. Le président d'economiesuisse a encore annoncé que les milieux économiques combattront fermement les initiatives « AVSplus » et « Économie verte ».

Engagement accru dans le domaine de la politique européenne

La directrice générale d'economiesuisse, Monika Rühl, a quant à elle mis en avant la décision de l'organisation de renforcer son engagement dans le domaine de la politique européenne en 2016. Plus de 50 organisations et 3300 personnes soutiennent d'ores et déjà la campagne « ouverte+souveraine » pour une politique européenne constructive. Ces prochains mois, la campagne sera renforcée et gagnera en visibilité, notamment via les médias sociaux.

economiesuisse salue d'ailleurs la nouvelle orientation du Conseil fédéral, qui vise à limiter l'immigration en provenance des États membres de l'UE et de l'AELE au moyen d'une clause de sauvegarde. Cette mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse » satisfait en effet l'exigence de ne pas nuire à l'économie en réduisant l'immigration. Cela ne délie toutefois pas l'État et les entreprises privées de leur responsabilité d'optimiser le recours au potentiel de main-d'œuvre indigène. Cette solution permet par ailleurs au Conseil fédéral de signer le protocole III relatif à l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes à la Croatie. C'est une condition à la participation de la Suisse au programme-cadre européen de recherche « Horizon 2020 » au-delà de 2016. Monika Rühl a critiqué la politique du gouvernement consistant à piloter l'immigration en provenance d'États tiers principalement via des contingents : « elle n'a pas beaucoup de sens sous l'angle économique, car les contingents concernent les seuls travailleurs et non le regroupement familial de personnes déjà présentes. » Heureusement, une réorientation est également envisagée dans ce domaine : des critères clairs et uniformes doivent ainsi s'appliquer au regroupement familial dans toute la Suisse.

Plus de concurrence pour des infrastructures performantes

À l'occasion de la conférence de presse, economiesuisse a en outre présenté son rapport sur les infrastructures 2016 : celui-ci propose une vue d'ensemble des évolutions actuelles dans les domaines de l'électricité, du pétrole et du gaz, des télécommunications, des transports et des services postaux. Comme l'a signalé Heinz Karrer, les infrastructures constituent un facteur de succès décisif pour la place économique suisse. En comparaison internationale, la Suisse se positionne toujours bien, mais des efforts de taille sont nécessaires pour conserver cette position de pointe.

Dans cette optique, economiesuisse recommande, premièrement, un développement adapté aux besoins et une utilisation judicieuse des capacités. Deuxièmement, il importe de lever le voile sur les véritables coûts – surtout dans le domaine de la mobilité –, afin que la construction et l'entretien des infrastructures puissent être financés à long terme. Troisièmement, Heinz Karrer a préconisé une amélioration de la coordination, tant entre les pays et les niveaux de décision politiques qu'entre les différents modes de transport, tout en gardant

à l'esprit les questions d'aménagement du territoire. Il est de plus nécessaire d'intensifier la concurrence. « Nous plaidons pour une séparation institutionnelle du réseau et des exploitants en ce qui concerne le transport de voyageurs, à condition que la concurrence génère des gains d'efficacité qui dépassent les éventuels coûts de réglementation », a précisé Heinz Karrer. Il faut enfin abolir le monopole de La Poste suisse sur les lettres. Le nouveau rapport sur les infrastructures donne de nouvelles impulsions pour ces réformes ainsi que d'autres mesures de libéralisation.